

des trois, quatre ou cinq prochaines années, les sociétés multinationales et les trois principaux blocs commerciaux de l'univers s'inquiétant actuellement du fait qu'une proportion renversante de ces entreprises sont de propriété et de direction américaines. Les Japonais ont les fonds et la volonté qu'il faut pour acquérir leur part. Ils tâcheront de l'obtenir. Les Européens auront besoin de leur part. Ces acquisitions de ressources et de marchés ne manqueront pas de provoquer un choc en retour, et il s'ensuivra énormément d'hostilité et de ressentiment. Lorsque ce ressentiment se manifesterait, j'espère seulement que nous aurons alors la grâce d'admettre que c'est notre faute, notre très grande faute, et, lorsque cette menace se sera concrétisée sur le plan politique, j'espère que nous reconnaitrons que nous aurions dû et pu prévoir, et que nous ne pouvons guère blâmer les pays dépendants de leur action ou de leur attitude.

Je ne veux pas m'étendre davantage sur l'activité des sociétés multinationales. Je soupçonne grandement qu'on exagère lorsque l'on parle des avantages de leur technologie pour des pays tels que le Canada, et que si nous avions nous-mêmes une politique économique de caractère positif, nous pourrions facilement égaler les prétendus avantages, et faire beaucoup mieux même, parce que ce n'est pas l'efficacité technique qui compte; c'est la relation entre d'une part l'efficacité, et d'autre part l'offre et les facteurs de production, de l'économie d'un pays tel que le Canada. Si nous nous fions aux promesses de la technologie, nous ne devons pas oublier que nos problèmes ne se bornent pas à cela. Les promesses de la technologie exigent des capitaux énormes, et nous n'en avons pas un excédent au Canada. Normalement, lorsqu'on prend une décision d'ordre économique, on le fait de manière à utiliser au maximum les facteurs excédentaires, soit la main-d'œuvre et l'emploi dans notre cas, et de manière à économiser ses ressources dans le domaine du capital. Il est possible d'avoir une technologie efficace parfaitement rationnelle qui, du seul point de vue technique, peut paraître supérieure. Quand cette technologie met à contribution dans une plus grande mesure le facteur qui est absent de l'économie, et à un degré moindre le facteur qui y est abondant, alors la décision économique n'est pas rationnelle.

Ils vendent des techniques de production, mais ces techniques qu'ils exportent au Canada et jusqu'au bout du monde sont des techniques de production mises au point pour leur propre marché intérieur. Il est quelque peu douteux qu'elles puissent également convenir à tous les pays du monde. Rien ne nous incite à le croire. En fait, l'introduction de progrès techniques supérieurs à l'état des procédés existants crée dans bien des pays de grandes tensions et de graves contraintes qui ont des répercussions précises sur le tissu social, culturel et politique de chacun de ces pays. Je le répète, nous devons nous attaquer à l'ensemble du problème, car il est si grave, et une si grande partie de la population de ce pays en est tellement consciente qu'elle a le sentiment intime que quelque chose ne va pas; il nous faut donc obtenir la collaboration de tous les partis pour en venir à bout. Je dis tout simplement que je ne m'attends pas à ce que les lignes de conduite viennent de ce que je vais appeler par euphémisme l'«establishment», au Canada. Je ne m'y attends pas. Je ne blâme pas le cabinet pour ce type de bill. C'est un bill qui ne pouvait être conçu et préconisé que par les fonctionnaires en place.

Vous le savez, M. Galbraith a parlé hier de la structure aux États-Unis, et de ce qu'il a appelé la symbiose des

bureaucrates, des grandes sociétés et des privilégiés. Symbiose, je le soupçonne, est une bonne façon de dire créer ou vivre ensemble. Nous avons la même situation chez nous, et c'est compréhensible. Vous ne rencontrerez pas beaucoup de sous-ministres en train de parler en tête à tête avec des agriculteurs ou de petits industriels qui ont fait faillite, ayant eu des difficultés avec le percepteur, et qui en ont peut-être long à dire des politiques qui les ont menés à la ruine. Vous n'en verrez pas beaucoup non plus s'entretenir avec les petits entrepreneurs qui réussissent. En l'occurrence, les seuls chocs de cerveaux dont nous soyons témoins chez nous à Ottawa sont ceux qui se produisent lorsque les bureaucrates des grandes sociétés et ceux de nos ministères les plus importants se rencontrent. C'est compréhensible. Ils appartiennent aux mêmes cercles, ceux qui se forment dans les enceintes où se tiennent les grands congrès internationaux à Genève, Tokyo, Paris ou Washington. Ils voyagent à bord des mêmes avions, assistent aux mêmes congrès et aux mêmes réunions.

Je le répète, ils ne côtoient aucun représentant des véritables intrépides, ni la vaste majorité des gens qui font marcher notre économie. Le président et le vice-président d'une société ont à peu près le même niveau de vie et le même traitement qu'un sous-ministre. L'ampleur de leur organisation et le nombre de leurs employés sont sensiblement identiques. Ils disposent chacun d'un budget d'un milliard de dollars—peut-être davantage dans certains cas—mais les rapports et les points de comparaison sont du même ordre. Ils ont des objectifs semblables. Ils aimeraient demain porter à 25,000 leur effectif qui est actuellement de 22,000 employés; ce serait une preuve tangible de leur importance. Dans le secteur privé, on ne juge plus maintenant selon les vieilles normes classiques fondées sur l'aptitude à faire fructifier les biens qu'on leur avait confiés ou à réaliser des bénéfices, mais davantage sur l'augmentation de leur chiffre d'affaires et du nombre de leurs employés. Cela vaut en grande partie pour les ministères; ils sont mûs par les mêmes intérêts. Eux aussi sont absolument certains de posséder la vérité sur les besoins réels des gens; ainsi ils ne se penchent pas sérieusement sur les problèmes qui affligent les petites entreprises ou les industries de services, mais cherchent plutôt les moyens de stimuler l'économie en accélérant son évolution technologique.

La technologie, pourquoi? Pour produire des choses dont les gens ne veulent pas. La lune peut-être, des avions supersoniques, ou de la technologie pour offrir des services dont les gens ne veulent pas. On a les mêmes priorités pour les destroyers, les CF-5 ou les hydroptères. On s'est mis dans la tête maintenant que la technologie de l'appareil ADAC pourrait mettre le Canada à la pointe du progrès. Les grandes sociétés et les bureaucrates se concertent et parlent de consacrer des millions de dollars à ce projet. Je ne sais pourquoi les gens veulent se rendre de Montréal à Ottawa en 48 minutes au lieu de deux heures. A mon avis, très peu de gens, moins de 1 p. 100 de la population, profiteraient de ce genre de service. Toutefois, les Canadiens déboursaient 200 millions de dollars pour fournir plus de vêtements, de meilleurs logements, un réseau de transport amélioré, une meilleure alimentation, et les choses dont tant de secteurs de notre population sont privés.

• (1550)

Cependant, le plus grand lien de solidarité que je puisse imaginer dans le cas des deux groupes, un lien qui n'existe pas et ne peut exister entre le Canadien moyen,